

Burundi : Le parti MSD est dans la tourmente

RFI, 17-03-2014 Le Burundi suspend les activités d'un parti d'opposition Au Burundi, les condamnations et autres appels à la modération lancés par la communauté internationale n'ont rien fait. Après les violents affrontements entre les militants d'un parti d'opposition et la police, qui a tiré contre les manifestants, l'heure semble être à la répression. Le gouvernement burundais vient de franchir, durant le week-end du 15 mars, un palier supplémentaire dans la voie de la répression. Le ministre burundais de l'Intérieur Edouard Nduwimana a en effet suspendu le Mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD) ses activités pour quatre mois et ferme ses locaux sur toute l'étendue du pays. [Photo : le leader Alexis Sinduhije, aujourd'hui en fuite]

Ce parti d'opposition, encore sonné par les coups de boutoir qu'il vient de recevoir, a décidé de plier pour ne pas aller à un point de non-retour. Et sur un ton sarcastique, François Nyamoya, porte-parole du MSD ajoute que « de toute façon, on était déjà suspendu de facto, car le pouvoir nous interdit systématiquement de manifester et même de tenir de simples réunions depuis des mois ». Sociétés civiles et médias dans le viseur du pouvoir Le MSD est donc dans la tourmente, comme de nombreux autres partis d'opposition du Burundi. Son président Alexis Sinduhije est en fuite. Il est poursuivi pour insurrection, avec plus de 70 de ses militants aujourd'hui en prison. Un crime passible de la perpétuité dans ce pays. Mais il n'y a pas que l'opposition politique à être dans le viseur du pouvoir burundais. Le Conseil national de sécurité est réuni vendredi et en est pris violemment aux stations privées - surtout la Radio publique africaine (RPA) -, et certains activistes de la société civile, coupables à ses yeux de pactiser avec l'ennemi.